

# A quoi se heurtent les millions et en manifestations pour le



La manifestation à Marseille.

Photos AFP

La presse internationale agite le spectre d'un pays paralysé.

Très discrète depuis le début du mouvement contre le projet de loi gouvernemental, **Laurence Parisot** est sortie de sa réserve, le 19 octobre. Elle déclare que le Medef est « inquiet » des blocages causés par les grèves, appelant à l'apaisement « au plus vite » de la situation qui pourrait, dans le cas contraire, devenir « catastrophique », dit-elle. Certains membres du conseil de l'exécutif de l'organisation patronale « ont signalé des perturbations sensibles dans leur secteur d'activité, c'est vrai dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de la chimie », souligne-t-elle.

**Le dirigeant de la CGPME**, une autre organisation patronale, affirme, le même jour, devoir lancer un « cri d'alarme » : « Nous n'avons pas les moyens, déclare-t-il à l'AFP, de pouvoir supporter des grèves qui durent longtemps. » « Il faut vraiment que ça s'arrête très vite », dit-il, redoutant des « arrêts de production d'ici la semaine prochaine ».

Preuve que, pour faire céder le gouvernement et le patronat, le blocage du pays, recherché par les travailleurs, est bien l'unique moyen.

Dans cette situation, les dirigeants du PS multiplient les déclarations, non pour appuyer les manifestants et les grévistes, mais pour appeler implicitement à la levée rapide des barrages et des piquets.

« Personne ne souhaite que le pays soit bloqué », a solennellement déclaré **Laurent Fabius**, le 19 octobre en milieu de journée, sur France 2. Il avait été précédé la veille par le **président PS de la commission des Finances de l'Assemblée**



Parmi les manifestations lycéennes du 19 octobre.

**D**epuis le 13 octobre, la grève s'est développée à la SNCF. Dans des dizaines de départements et différents secteurs (enseignement, finances publiques, hôpitaux, entreprises du privé...), les travailleurs, réunis en assemblées générales, ont voté la grève. Et ce 19 octobre, des millions de manifestants et de grévistes ont défilé dans les rues. Plus encore que dans les précédentes manifestations, les travailleurs du privé sont venus en nombre. Et la jeunesse lycéenne a investi les cortèges. Quatre mille stations-service (le tiers) sont à sec, à la suite de la grève des raffineries et du blocage des dépôts de carburants, libérés par les CRS pour être aussitôt réinvestis par les grévistes, dont les chauffeurs routiers salariés, qui ont entamé, le dimanche 17 octobre, un mouvement national.

Une recherche s'exprime dans toute la classe ouvrière pour « bloquer le pays », pour la grève jusqu'au retrait du projet de loi sur les retraites. Depuis une semaine, des centaines de milliers de lycéens (rejoins dans certaines villes par les étudiants) ont manifesté, dans toute la France, réprimés dans plusieurs endroits par une pluie de matraques et de flash-ball de la police.

Alors que l'intersyndicale nationale, autour de François Chérèque (CFDT) et de Bernard Thibault (CGT), se refuse à formuler l'exigence du retrait et à appeler à la grève jusqu'au retrait, des appels à la grève interprofessionnelle se multiplient au niveau des syndicats et même d'unions départementales, comme dans les Ardennes, depuis le 15 octobre.

Dans de nombreuses assemblées générales dans tout le pays, les travailleurs posent le problème de l'appel par les confédérations à la grève jusqu'au retrait, seule façon de faire reculer le gouvernement.



Piquet de grève de camionneurs à Lesquin, le 19 octobre.



Manifestation des cheminots à Gevrey-Chambertin, le 11 octobre.

**nationale, Jérôme Cahuzac**, qui, sur Canal +, avait affirmé : « L'économie n'a pas besoin de ces blocages. »

Et du côté des directions des confédérations syndicales ?

**Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest**, estime, au départ de la manifestation à Paris, le 19 octobre, que, face aux « dérapages » et aux « débordements », « il faudra sans doute marquer une pause pour réorienter (les) actions » des syndicats.

Trois jours plus tôt, **Alain Olive, secrétaire général de l'Unsa**, déclarait sur RTL, le 16 octobre : « Il est clair que dans un pays démocratique, où le dernier mot revient à la représentation parlementaire, quand une réforme est votée, ça change un peu la donne. »

Après le vote attendu de la réforme des retraites par le Sénat, « on sera dans une autre configuration », déclarait déjà, le 14 octobre, **Marcel Grignard, no 2 de la CFDT**, pour lequel « le rôle des syndicalistes n'est pas de contester la légitimité des élus parlementaires ».

**FO** pour sa part, maintient sa proposition de grève interprofessionnelle de 24 heures pour le « retrait » du projet de loi.

Et la **CGT** ? Sous le titre : « La mobilisation se poursuit, l'intersyndicale se fissure », on lit dans *Le Monde* (daté du 17-18 octobre) : « La direction de la CGT n'a pas poussé ses troupes aux grèves reconductibles. Bien au contraire. Mais elle ne veut pas assumer le risque politique de mettre fin, même avec d'autres, à la mobilisation (...). Ce serait ouvrir une crise frontale avec cette partie de la

CGT qui reste opposée à la ligne d'ouverture défendue par Bernard Thibault (...). Dans ces conditions, l'intersyndicale du 21 octobre promet d'être tout sauf facile. »

**L'éditorialiste du quotidien patronal Les Echos** livrait, dès le 15 octobre, un constat pétri d'inquiétudes : « Les états majors syndicaux (...) jusqu'à présent, n'ont jamais donné le sentiment de pousser les feux en direction d'une grève dure (...). Tout se passe comme si les deux leaders (Chérèque et Thibault - NDLR) restaient persuadés qu'ils ne gagneront pas sur le front des retraites. D'où une attitude ambiguë, ni outrancière, ni



Des travailleurs du dépôt de carburant de Fos-sur-Mer, le 14 octobre.

modérée, qui donne un caractère si étrange au mouvement (...). Cette tactique n'est pas infaillible et reste soumise aux aléas de la rue. »



**19 octobre, Sarkozy déclare : « Je tiendrai dès mon retour à Paris une réunion pour débloquer un certain nombre de situations, parce qu'il y a des gens qui veulent travailler qui ne doivent pas être privés d'essence. Je verrai également avec les forces de l'ordre pour que l'ordre public soit garanti. »**

## Extrait de la déclaration du conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant (3 octobre 2010)

Il est une question que tout travailleur, tout militant ouvrier est amené à se poser : **qu'est-ce qui donne au gouvernement Sarkozy, isolé, rejeté, déconsidéré, assailli par les affaires, la force de continuer ? Comment se peut-il qu'un gouvernement qui dresse des millions contre sa politique conserve les mains libres non seulement pour faire passer coûte que coûte la contre-réforme des retraites, mais aussi (...) contre la jeunesse ?**

A cette question, quiconque observe les faits sera conduit à répondre :

- Ce gouvernement ne conserve les mains libres que parce que, dans leur majorité, les dirigeants des confédérations syndicales se refusent à avancer l'exigence du retrait et à lancer dans l'unité l'appel à la grève à laquelle aspirent tous les travailleurs.
- Ce gouvernement ne se survit que parce que les dirigeants des partis dits de gauche, qui se disent du côté des travailleurs, n'ont cessé de légitimer sa contre-réforme, cautionnant le prétendu débat parlementaire, avançant leurs propres « projets de bonne réforme » respectueux des diktats de l'Union européenne, multipliant des promesses pour 2012...



# en grève retrait du projet de loi ?

## Grèves, assemblées générales, nos correspondants rapportent

### En Haute-Loire, la grève s'étend dans tous les secteurs

La manifestation du 19 octobre au Puy a rassemblé 18 000 manifestants (autant que le 12 octobre), dont 2 000 lycéens. Les débrayages et les grèves ont été très massivement suivis dans le privé (par exemple 70 % chez Valeo, à Sainte-Florine, où même les chefs étaient en grève). De nouvelles entreprises se joignent au mouvement : Aubrila à Brioude (deux jours de suite de débrayages, de plus en plus suivis), Française de gastronomie (grève samedi et encore le mardi 19).

D'ores et déjà, des reconductions sont décidées pour le 20 dans plusieurs entreprises du plastique de Sainte-Sigolène (Barbier, Guérin, Preciturn), chez Recticel et Copirel, à Langeac, chez Michelin et MSD, à Blavozy, à la Snop, à Brioude.

Dans le public, les AG qui se sont tenues le 19 octobre à la SNCF et dans l'enseignement ont reconduit la grève. Dans les quatre hôpitaux publics du département et à l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie, les syndicats FO et CGT appellent à faire de même. Mercredi 20, c'est au tour des fonctionnaires des Finances de se réunir en AG pour en décider. Au niveau départemental interprofessionnel, CGT, FO, FSU, CFDT, CFTC, UNSA, Solidaires, CFE-CGC ont de nouveau appelé le 19 octobre, à la « grève reconductible » : « Ne nous laissons pas voler deux ans de vie ! Dès aujourd'hui, décidons la grève pour obtenir l'abandon du projet (...). Le gouvernement a peur, c'est le moment d'y aller toutes et tous (...). Tous unis, tous en grève, dans le public, dans le privé, c'est comme cela qu'on fera céder le gouvernement. » (Correspondant)

### Le coordinateur CGT du groupe Total : « Il faut aussi une impulsion d'en haut ! »

Lors de la manifestation à Paris, le 16 octobre, Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total, secrétaire de la fédération CGT des industries chimiques, en charge de la branche pétrole, déclare à *Informations ouvrières* : « C'est maintenant qu'il faut y aller pour faire reculer le gouvernement ! Il faut que le maximum de champs professionnels entrent dans l'action ! Sur les sites, on voit se grouper des salariés du public et du privé, l'interpro. Les chauffeurs routiers vont s'y mettre... On a bien fait d'impulser la grève. Il faut qu'elle soit relayée. Les médias se polarisent sur les raffineries et les transports. Il faut cesser ! Il y a des milliers qui sont en grève un peu partout et on n'en parle pas. Il faut aussi une impulsion d'en haut ! »

### A l'hôpital de Dieppe (Seine-Maritime)

A l'hôpital de Dieppe, l'assemblée générale, avec les syndicats CGT et FO, le 18 octobre, a « reconduit la grève à l'unanimité » : « L'Elysée et Matignon n'entendent rien. Nous répondrons dans le calme et la détermination. Seule la grève interprofessionnelle pour le retrait peut faire céder le gouvernement. C'est la responsabilité des dirigeants nationaux des syndicats d'appeler dans ce sens. »

### Toulouse : Les éboueurs veulent « aller jusqu'au bout »

La moitié des 520 éboueurs de la communauté urbaine de Toulouse (CUT) étaient en grève le 19 octobre au matin avec l'objectif de durcir le mouvement de contestation de la réforme des retraites.

*« Seule la grève interprofessionnelle pour le retrait peut faire céder le gouvernement. C'est la responsabilité des dirigeants nationaux des syndicats d'appeler dans ce sens. »*

*« Demain, le mouvement devrait être reconduit. On a décidé en intersyndicale le durcissement du mouvement. On est prêts à aller jusqu'au bout, ça démarre, c'est le moment d'enfoncer le clou », a déclaré à l'AFP Thierry Artigue, secrétaire FO de la CUT (AFP).*

### Dans le Nord, les ouvriers d'Alstom débrayent : « Non aux 62 et 67 ans ! Retrait ! »

Environ 150 ouvriers d'Alstom ont bloqué, lundi matin, près de Valenciennes, une entrée de l'autoroute A2, pour protester contre la réforme des retraites. Des ouvriers, qui appartiennent à l'usine Alstom de Petite-Forêt, ont notamment posé une banderole « Non aux 62 et 67 ans. Retrait » de la réforme, à l'entrée de l'autoroute (AFP).

### Piquet de grève à PSA Mulhouse : « On a maintenant besoin de bloquer l'économie »

Le site de PSA-Mulhouse était bloqué le 18 octobre après-midi par des salariés en lutte contre le projet de réforme des retraites. « On a maintenant besoin de bloquer l'économie pour forcer le gouvernement à retirer son projet », a expliqué à l'AFP le délégué CGT de PSA, Vincent Duse. « Il faut souligner qu'à PSA, faire travailler quelqu'un dans les ateliers jusqu'à 62 ans, ce n'est rien d'autre qu'un assassinat », a-t-il ajouté.

### Déjà une semaine de grève chez les cheminots de Paris Saint-Lazare

Avec leurs syndicats CGT, SUD, FO, CFDT, UNSA, les cheminots de Paris Saint-Lazare ont massivement reconduit la grève en assemblée générale, pour le septième jour consécutif : « La réforme Sarkozy-Fillon-Woerth n'est ni négociable ni amendable. Elle doit être retirée (...). Notre démarche s'inscrit dans un mouvement fort, afin de faire reculer le gouvernement sur sa réforme, pour cela, la grève interprofessionnelle généralisée doit être mise à l'ordre du jour », lancent-ils dans un tract intersyndical.

### Dax (Landes) : grève reconductible votée pour le 20 octobre chez les fonctionnaires des Finances

Les syndicats FO, CGT, SNUI, CFDT font savoir que « les agents du centre des Finances publiques de Dax, réunis en assemblée générale intersyndicale, lundi 18 octobre 2010, ont voté la grève reconductible, à partir du mercredi 20 octobre 2010, par 80 voix pour et 7 contre ».

## Au soir du 19 octobre, les réactions des confédérations CGT, CFDT et FO

### La confédération CGT : « A l'ordre du jour, une autre répartition des richesses »

« Les salariés expriment, au-delà de la question des retraites, leurs exigences d'ouverture de négociations pour l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail, le développement des services publics (...). Ce qui est à l'ordre du jour, dans le prolongement des mobilisations de 2009 et des exigences de sortie de la crise financière, c'est une tout autre répartition des richesses du pays pour une réforme des retraites juste et efficace (...). Sous toutes les formes, y compris la grève, décidons massivement des formes de la poursuite permettant d'élargir encore plus le mouvement et exigeons l'ouverture des négociations sur nos revendications » (communiqué).

Où est l'exigence de retrait, pourtant formulée par d'innombrables structures CGT à tous les niveaux ? Faudrait-il que les travailleurs attendent, pour obtenir satisfaction, une « autre répartition des richesses » ?

### Chèreque (CFDT) : « Peut-être d'autres journées d'actions, je ne sais pas »

« Il y a moins de grévistes mais toujours autant de manifestants », a déclaré à la presse le numéro un de la CFDT, François Chèreque, avant le départ du cortège parisien, en lançant « un appel au calme ». Interrogé sur la suite du mouvement, il a répondu qu'« il y aura peut-être d'autres journées d'action, mais quand, je ne sais pas ». Il a souligné que « le vote vraisemblable au Sénat, l'arrivée des vacances de la Toussaint ne nous incitent pas à arrêter, mais à trouver une autre réponse ».

### FO : « Grève franche pour le retrait du projet »

« Des décisions de grève reconductible, de débrayage ou de blocage sont chaque jour décidées au plan local dans les entreprises, dans les administrations, accentuant la pression sur les pouvoirs publics. Le bureau confédéral soutient tous ses syndicats et structures engagés dans l'unité d'action pour obtenir le retrait du texte.

Ce jour, le 19 octobre, il appelle solennellement le gouvernement et le Parlement à suspendre le processus d'adoption pour retirer le projet et ouvrir des vraies discussions (...). Pour le bureau confédéral de FO, le mouvement dispose encore de réserves, en particulier celle consistant en un appel unitaire à 24 heures de grève franche (...) » (communiqué du bureau confédéral).

## ÉDITORIAL

### Qui veut sauver la mise du gouvernement ?

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

**A**nouveau, la journée du 19 octobre aura vu s'exprimer la puissance de la classe ouvrière, déferlant par millions dans tout le pays, avec lycéens et étudiants, pour dire : retrait de la contre-réforme Sarkozy-Fillon-Woerth !

Que va-t-il se passer demain ? A cette question, nul ne peut répondre aujourd'hui. Mais il est une autre question à laquelle la réponse est connue : qui veut sauver la mise du gouvernement ?

François Hollande réclame « qu'une discussion sur la base du projet actuel puisse se faire avec le gouvernement, d'un côté, et les partenaires sociaux, de l'autre ». Cohn-Bendit déclare que, « puisque le gouvernement va tenir », il serait « plus rationnel que les syndicats organisent un Grenelle avec la gauche pour élaborer une autre réforme ». Martine Aubry, Jean-Marc Ayrault s'expriment dans le même sens. Bref : il faudrait enchaîner les organisations syndicales à la « réforme », que ce soit le « projet actuel », rejeté par des millions en grève et en manifestation, ou une version voisine, « de gauche ».

Depuis des mois, les travailleurs, dans les entreprises, dans les localités, dans les manifestations se groupent avec leurs organisations syndicales pour imposer le retrait. Et même si, au sommet de certaines confédérations, on n'a cessé de résister au mot d'ordre de retrait, celui-ci a gagné du terrain, de jour en jour, et groupe travailleurs et syndicats dans la grève unie. C'est précisément ce qui pose problème aux uns et aux autres, qui montent au créneau pour prôner la voie du corporatisme, associant les syndicats ouvriers à la destruction des retraites.

A qui s'en étonnerait, on signalera cet échange paru dans *Les Echos* (18 octobre). Question posée à Hollande : « L'effort de réduction des déficits publics est-il suffisant ? » Réponse : « Franchement, non ! » La clé est là. Les grandes institutions financières internationales surveillent la dette de la France. Pour garantir la stabilité des investissements spéculatifs, elles exigent que l'on taille dans la dépense publique. Le rapport Attali préconise que d'ici à 2013, 75 milliards d'euros soient prélevés dans les dépenses annuelles de l'Etat, des collectivités locales, de la Sécurité sociale. Ce plan meurtrier contre la classe ouvrière découle de la soumission aux agences de notation, aux spéculateurs, aux fonds institutionnels.

Si les dirigeants du Parti socialiste se prononcent aujourd'hui pour sauver la contre-réforme de Sarkozy, c'est parce qu'ils refusent de rompre avec la puissance financière du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et avec ses institutions : l'Union européenne, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale (1).

Il n'en reste pas moins que, quels que soient les développements à venir, la puissance de la classe ouvrière, groupée avec ses organisations depuis des mois contre la contre-réforme des retraites, est devenue un élément constant de la situation.

Tel est, à l'instant présent, l'état des forces de la classe ouvrière et de ses organisations, et l'état des obstacles qui se dressent devant elle.

D'où l'actualité de l'appel lancé par le conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant. Oui, il y a urgence à arrêter le bras destructeur du gouvernement. Et pour cela : organiser la discussion entre travailleurs et militants de toutes tendances sur les moyens de réaliser l'unité ouvrière pour le retrait de toutes les contre-réformes, pour la reconquête des droits et de la démocratie.

(1) On lira, page 4, ce qu'il en est des partis du Front de gauche.

## Chronique

LU DANS LA PRESSE  
EUROPÉENNE“A Paris,  
on redoute  
une révolution”

Les journaux européens s'alarment de la situation en France. *The Financial Times*, le célèbre quotidien financier britannique, titre en une : « Situation explosive ».

Pour le quotidien italien *La Repubblica*, « la révolte de la France fait le siège de Sarkozy ».

Pour le *Corriere della Sera* : « La France bloquée, Sarkozy ne fait pas marche arrière. »

Le journal espagnol *ABC* loue « le courage du président Sarkozy ». Le quotidien allemand *Die Welt* titre : « La France victime de grèves et d'émeutes ».

Et, pour *Der Spiegel*, il s'agit d'une « mutinerie des Français frustrés contre Sarkozy ».

*Politiken*, du Danemark, parle « des Français sur les barricades pour le sixième jour ».

Le journal d'affaires norvégien, *Dagens Naeringsliv*, fait le parallèle entre la France et la Grande-Bretagne : « Demain, à Londres, le gouvernement va annoncer une réduction révolutionnaire des prestations sociales. A Paris, on redoute une révolution d'un genre plus classique. Le Premier ministre, David Cameron, a réussi à faire comprendre la crise à son opinion publique, ce qui n'est pas le cas du président français, Nicolas Sarkozy. Il faut dire que c'est peut-être impossible. »

“Nos parents à la retraite,  
les jeunes au travail !”

Ce 19 octobre, ce sont des dizaines et des dizaines de milliers de lycéens, mais aussi d'étudiants, qui manifestent avec les travailleurs pour exiger le retrait du projet de loi. Depuis plus d'une semaine, la mobilisation lycéenne se développe avec la force et la détermination que peuvent exprimer les jeunes. Dans les universités également, la mobilisation s'amplifie : 1 000 en assemblée générale à l'université de Caen, 600 à Poitiers. Des centaines d'affiches, de banderoles, de pancartes qui proclament « Nos parents à la retraite, les jeunes au travail ! » Ils dénoncent à ce gouvernement le droit de toucher aux retraites, à celles de leurs parents, et à leur avenir. Ils dénoncent l'hypocrisie du gouvernement, qui déclare vouloir réformer les retraites pour préserver les retraités des jeunes générations. L'avenir des jeunes générations ? Ils savent ce que c'est pour ce gouvernement qui détruit l'Education nationale, les lycées, l'Université... Ils affirment nettement avoir compris que si l'on prolonge de deux ans le départ à la retraite de leurs parents, cela aura pour conséquence d'aggraver la situation de galère et de précarité qui leur est faite. Ils démontent par là toutes les affirmations du gouvernement sur la manipulation des jeunes par des éléments extérieurs. La manipulation, les « éléments extérieurs », ce sont les « casseurs » que l'on retrouve opportunément aux portes d'un lycée ou dans une manifestation, masqués et armés, provo-



Photo AFP

quant les policiers, disparaissant lorsque ceux-ci chargent. Et dans tous les cas, ce sont les lycéens qui se voient brutalement réprimés, matraqués et arrêtés.

Des centaines de lycéens ont été interpellés. Il y a eu de nombreux blessés, certains gravement. Un lycéen est à l'hôpital et risque de perdre un œil, à la suite d'un tir de flash-ball par un policier. Dans de très nombreux cas, les policiers sont face aux lycéens, menaçants, leur flash-ball sorti. On cherche à terroriser les lycéens et leurs parents pour qu'ils cessent de se mobiliser. La réponse des lycéens ne s'est pas fait attendre. Ils sont descendus massivement dans la rue aujourd'hui avec les travailleurs pour exiger le retrait de la réforme. « Nous ne battons pas en retraite », proclamait une des banderoles.

Motion adoptée par l'AG  
de l'université de Tolbiac  
(19 octobre)

« Le gouvernement répond aux millions en grève et en manifestation pour le retrait de la loi contre les retraites par la répression. C'est inadmissible. C'est par la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait qu'on fera reculer le gouvernement. Seule la grève jusqu'au retrait ouvrirait la voie à la reconquête de nos droits et de nos acquis. »

## ARDENNES

La montée vers la grève intersyndicale  
interprofessionnelle reconductible

Les citations sont du journal *L'Ardenne*, qui rend largement compte de la mobilisation.

**Mardi 12 octobre après-midi :** à la une du journal « Charleville, Sedan, Reethel, Vouziers, 10 000 manifestants », « Un record historique a été battu (au moins depuis 1968 (...), 8 500 l'après-midi à Charleville et 1 500 lycéens le matin (...). Nombreuses délégations du privé : PSA, Faurecia, Nexans, Plafometal, Visteon, Lu, Carrefour, Electrolux, Invicta, Renault-Charleville... Les secrétaires généraux des UD CGT-CFDT-FO appellent à des assemblées générales dans les entreprises et les services, le secrétaire CGT précisant : « pour décider de continuer la lutte contre cette réforme inacceptable », le secrétaire FO appelant à la « grève reconductible ». »

Les cheminots rejoignent  
les communaux CGT  
du chef-lieu

**13 octobre :** « L'assemblée générale (intersyndicale) des cheminots vient de reconduire la grève pour 24 heures (...), un vote à main levée où une centaine d'agents a accepté à l'unanimité (...).

Quelques instants plus tard, les cheminots rejoignent les communaux CGT du chef-lieu sur le parvis de la gare. Eux aussi ont voté la poursuite du mouvement (...). Ils ont, dès potron-minet, bloqué le centre technique du bâtiment et le centre de la voirie. »

Les unions départementales  
appellent à une AG  
intersyndicale  
et interprofessionnelle

**13 octobre au soir :** « Coup de théâtre : manif samedi et grève générale (...) lundi. » Le journal rapporte la décision de la réunion intersyndicale des UD : « Nous avons donc décidé d'une assemblée générale intersyndicale et interprofessionnelle ce vendredi 15 octobre à 16 h 30 à la Bourse du travail (...). Nous poserons alors clairement la question de la suite à donner au mouvement et le cas échéant, de l'action collective à mener à compter de lundi. »

L'entrée en lice des agents  
EDF : 69 % de grévistes à la  
centrale nucléaire de Chooz

**14 octobre :** « Le durcissement du mouvement a pris du volume. Outre les che-

minots de Charleville (...) qui ont reconduit la grève au terme d'un vote sans ambiguïté (70 pour, 3 contre et 11 abstentions), les communaux du chef-lieu ont poursuivi également le mouvement (avec des piquets de grève supplémentaires — hôtel de ville, espaces verts, en plus des centres voirie et bâtiment déjà bloqués depuis la veille. (...) Le fait marquant a été l'entrée en lice des agents EDF. Une cinquantaine d'entre eux ont voté la grève (...) et bloqué le centre technique de la rue de la Prairie. (...) 69 % (...) des agents EDF de la centrale de Chooz avait également cessé le travail. A Sedan, 300 lycéens ont manifesté contre la réforme. »

Le premier département  
où une AG départementale  
intersyndicale et  
interprofessionnelle appelle à  
la grève reconductible

**15 octobre :** à la une : « A partir de lundi, les Ardennes votent la grève générale. (...) Les Ardennes en première ligne dans la mobilisation contre la réforme des retraites : (...) l'assemblée générale intersyndicale et interprofessionnelle a voté la grève reconductible tous secteurs (privé et public) à compter de lundi. C'est l'un

des tout premiers départements de France à prendre cette initiative. » Les secrétaires généraux et de fédérations FO, FSU, Solidaires, Unsa demandent le retrait. Le secrétaire général CGT dit qu'il « ne faut pas que la réforme passe ». (...) Un pas important a donc été franchi au terme d'une journée où les cheminots, les communaux et les agents EDF avaient une nouvelle fois été les plus visibles.

## Manif record pour un samedi

**Samedi 16 :** pour une manifestation du samedi, toujours moins fournie qu'en semaine, c'est pourtant un nouveau record, avec 5 000 manifestants. Du public, du privé, beaucoup de retraités.

Un grand cortège CGT, conduit par les communaux et les cheminots. Tous les sigles syndicaux sont mélangés. L'assemblée intersyndicale et interprofessionnelle départementale se réunira à nouveau lundi 18 à 16 heures. Les syndicats enseignants SNUipp-FSU, FNEC FP FO, SDEN-CGT, SNES-FSU, SNEP-FSU, SUD appellent à la grève reconductible jusqu'au retrait et convoquent l'assemblée générale lundi.

Yvan RAULET ■

## EN BREF

Tout n'est pas  
à rejeter  
(Ayrault PS)

Jeudi 14 octobre, le chef de file des députés PS, Jean-Marc Ayrault, sur RMC, exige « une remise à plat du projet et l'ouverture de négociations », mais pas le retrait du texte.

Il ajoute : « On gèle le texte tel qu'il est aujourd'hui, parce que tout n'est pas forcément à rejeter », et demande la reprise des « discussions avec les organisations syndicales et patronales ».

« Essayons de trouver un compromis, c'est l'intérêt général du pays », a insisté M. Ayrault.

Le Parti de gauche  
lance sa “révolution  
citoyenne”  
et le PCF amende

Dans un tract diffusé sur les marchés parisiens, le Parti de gauche lance un « Appel aux citoyennes et aux citoyens » : « Une grande bagarre est engagée entre l'intérêt général et les intérêts privés qui ont colonisé le pouvoir politique, économique et médiatique, proclame-t-il. Nous pouvons gagner ce bras de fer. Dans la rue aujourd'hui et dans les urnes demain, une révolution citoyenne est possible et nécessaire. » Et l'exigence du retrait, maintenant, du projet de loi gouvernemental contre les retraites ? Tiens, elle a disparu ! Et son partenaire dans le Front de gauche, le PCF, continue, après l'Assemblée nationale, à présenter, au Sénat, des amendements à la loi de Sarkozy. ■

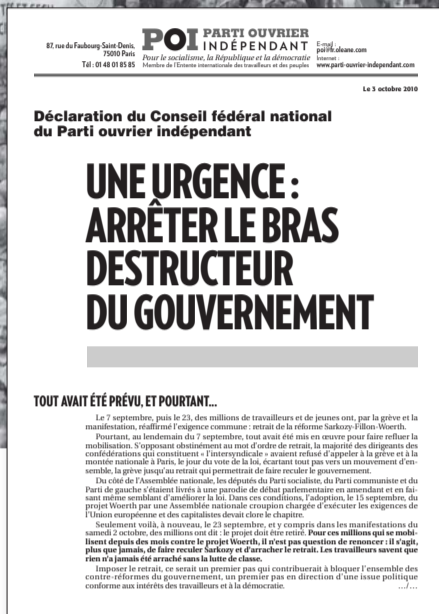
## Les syndicats SNUipp-FSU, SNES-FSU, SNEP-FSU, FNEC-FP-FO (SNUDI-FO, SN-FO-LC) SDEN-CGT, SUD :

— réaffirment l'exigence répétée depuis de nombreuses semaines du retrait du projet de loi sur les retraites ;  
— appellent tous les collègues à la grève reconductible pour le retrait du projet à partir du lundi 18 octobre ;  
— appellent à participer le plus nombreux possible à l'assemblée générale de l'enseignement lundi 18 octobre à 15 heures à la Bourse du travail, 21, rue J. B. Clément ;  
— et aux assemblées générales intersyndicales interprofessionnelles convoquées par toutes les unions et fédérations départementales (CGT, FO, CFDT, SUD, FSU, CGC et UNSA), lundi 18 octobre et mardi 19 octobre à 16 heures à la Bourse du travail ;  
— appellent à participer à la manifestation départementale intersyndicale interprofessionnelle mardi 19 octobre. Départ de la manifestation à 14 heures ;  
— demandent aux confédérations nationales d'appeler à la grève jusqu'au retrait du projet.

15 octobre 2010

11 DÉCEMBRE  
CONFÉRENCE NATIONALE  
POUR L'UNITÉ  
OUVRIÈRE

## Premiers délégués, premières réunions préparatoires à la conférence



En Seine-Saint-Denis, à l'issue d'une réunion qui a rassemblé onze participants, deux premiers délégués sont désignés pour la conférence.

« Je suis intéressé pour venir à cette conférence proposée par le POI.

En quelques jours, on a reconstitué notre énergie à quatre ou cinq sur la commune. Ce matin, on a entraîné les autres syndicats et sorti les collègues des bureaux. On s'est retrouvé une centaine.

Le représentant du maire était pris au dépourvu. Ils disent que le PS est solidaire avec les enseignants, mais qu'ils ne peuvent pas payer les jours de grève. »

Une autre participante : « C'est très important d'avoir les idées claires. (...) »

Je n'ai pas envie que le FMI se pointe en France pour faire ce qu'il a fait en Grèce. (...) »

Je ne suis plus intéressée par les défilés République-Bastille. Il faut faire quelque chose qui les mette à genoux. (...) Moi aussi, je suis intéressée pour participer à la conférence. »

Dans le Val-d'Oise, un responsable syndical donne son accord pour être délégué à la conférence.

« Si on en est là, c'est le résultat de la stratégie de l'intersyndicale : on est renvoyé à des décisions AG par AG. C'est ce que dit Bernard Thibault : chacun décide dans son coin. Mais lui, en haut, ne prend pas la responsabilité d'appeler tout le monde en même temps. »

Quarante travailleurs et jeunes dans une réunion publique du POI dans le Jura. Un responsable du POI introduit la réunion : « Qu'est-ce qu'on peut faire ? Malgré la mobilisation, le gouvernement persiste. » Il présente la conférence d'unité ouvrière proposée le 11 décembre.

À la fin de la réunion, un camarade de la métallurgie se propose comme délégué à la conférence. Il y aura également un délégué hospitalier. 265 euros sont collectés pour financer ces premiers délégués.

Le 13 novembre, à Compiègne (Oise), se tiendra une réunion de préparation de la conférence. Des militants ouvriers de différents secteurs (enseignement, chimie, transports, télécoms) viennent de lancer, avec le POI, l'invitation publique à cette assemblée.

L'un d'entre eux déclare :

« Le discours de ma confédération est bipolaire. On nous dit : il faut être nombreux dans la rue, mais la direction ne se prononce pas sur le mot d'ordre de retrait qui permettrait de faire reculer Sarkozy. »

Elle n'est pas pour le retrait du projet de loi et encore moins pour la grève générale. Pourtant, c'est ce que veulent les travailleurs. »

Et l'invitation de conclure : « Tous les travailleurs constatent le refus "en haut" d'avancer le mot d'ordre clair de grève jusqu'au retrait. Et pourtant, la volonté d'arracher le retrait de la réforme des retraites, dans la grève unie jusqu'au retrait, est majoritaire. Comment surmonter cet obstacle auquel nous nous heurtons depuis des semaines ? »

C'est pour regrouper la force, les militants, les travailleurs qui combattent pour que l'unité se réalise que nous proposons d'organiser une conférence nationale pour l'unité ouvrière. »

À Clichy (Hauts-de-Seine), la discussion s'engage parmi les agents territoriaux, en grève avec leurs syndicats FO et CGT.

L'un d'entre eux a donné son accord pour être délégué à la conférence et ils préparent une réunion. « Sur la question des déficits publics, il faudrait un gouvernement qui dise : on arrête de servir la grande monnaie internationale. C'est cela aujourd'hui le problème : il faut carrément annuler la "dette" et dire qu'on ne leur doit rien (...) »

Sarkozy sait très bien que, s'il lâche sur les retraites, il est

cuit pour le reste et aussi vis-à-vis des banquiers. Il est le représentant du capitalisme, il est mandaté pour aller jusqu'au bout (...). Quand on entend certains dirigeants du PS qui sont pour la "réforme", on se demande sur quelle planète on est.

Ce sont eux qui nous disent : « On est au bord de la banqueroute, il faut arrêter, il y a un gros déficit. » Nous, on n'en a rien à faire, ce n'est pas notre problème. La "dette", c'est nous qui la payons aujourd'hui ! »

À Lyon, une enseignante, militante syndicale, a décidé de verser son témoignage à la préparation de la conférence.

« Dans mon lycée, les militants du SNES-FSU disent leur colère : ils n'acceptent pas que l'intersyndicale nationale, et leur syndicat en particulier, n'appelle toujours pas à la grève jusqu'au retrait (...). »

Avec une vingtaine de collègues, nous avons décidé de reconduire la grève. L'avis de tous, c'est que ce qui se passe est trop grave. Personne ne veut lâcher ses droits à la retraite (...).

Une dame de service est en arrêt maladie, soignée pour un cancer (...). Elle a entendu Attali préconiser la remise en cause du remboursement à 100 % des longues maladies. Elle se demande alors comment elle pourrait payer la facture. C'est pour elle, comme pour beaucoup de malades, une question de vie ou de mort.

Dans le même temps, j'ai entendu François Hollande dire lundi dernier qu'il était candidat pour 2012 et qu'il était contre la remise en cause de la retraite à 60 ans. Mais il a ajouté qu'on se trompait de combat si on refusait d'augmenter le nombre d'annuités... On n'a rien à attendre d'une alternance avec ces gens-là ! (...) Le ras-le-bol est là. Il y a une ambiance de révolte (...).

Chacun comprend que, derrière les retraites, tout devrait y passer. Le refus de l'intersyndicale d'appeler à la grève jusqu'au retrait n'en devient que plus insupportable. »

## « La France est la nouvelle ligne de front de la zone euro »

(The Wall Street Journal)

Sous ce titre, le quotidien financier américain *The Wall Street Journal* (15 octobre) adresse un avertissement à Nicolas Sarkozy : il ne doit reculer sous aucun prétexte face aux grévistes et aux manifestants.

« La bataille de Nicolas Sarkozy pour la réforme des retraites est en train d'acquiescer une importance symbolique considérable, qui va bien au-delà des bienfaits économiques des mesures proposées. Le président français doit tenir bon malgré l'impopularité de son gouvernement, les grèves en cours, principalement dans le secteur public, et l'approche des élections de 2012. Un demi-tour provoquerait de profonds dommages, tant à la France qu'au reste de la zone euro. »

Ce que sous-entend ainsi le quotidien, c'est que, derrière les retraites, un programme de coupes sans précédent doit s'abattre sur les administrations publiques, la Sécurité sociale... Ouvrir une brèche sur le front des retraites mettrait en péril — et pas seulement en France — ce plan d'ensemble du capital financier, à l'heure où l'Union européenne veut adopter un nouveau dispositif de sanctions contre les Etats récalcitrants. ■

## A propos d'un appel de 450 syndicalistes

Depuis quelques jours, un appel de 450 syndicalistes circule sur le net. Cet appel, signé notamment par de nombreux militants de SUD, dont un de leurs principaux responsables, Pierre Khalfa, par des militants du NPA de différentes organisations syndicales, ainsi que par des « oppositionnels » dans la CGT, tel Delannoy, commence ainsi : « Ensemble pour le retrait du projet de loi sur les retraites et pour nos revendications, il faut maintenant un mouvement reconductible et bloquer leur système économique. »

Cet appel se conclut par les phrases suivantes : « Syndicalistes CGT, Solidaires, FSU, FO, CFTD, CNT, CDMT, CTU, LAB, STC, nous mettons tout en œuvre pour que, dès maintenant, se développe un mouvement interprofessionnel d'ampleur dans tout le pays : la grève générale, reconductible, le blocage de l'économie par celles et ceux qui la font tourner, mais n'en profitent pas, sont à l'ordre du jour. C'est maintenant qu'il faut y aller, pour gagner ! »

Mais on cherchera en vain dans cet appel la moindre référence à l'obstacle qui se dresse contre l'aspiration à faire reculer le gouvernement et à arracher le retrait. Que de nombreux militants, travailleurs, syndicats veulent aujourd'hui rompre avec les journées d'action saute-mouton et s'engager dans un mouvement d'ampleur est une évidence. Et l'aspiration de nombreux signataires de cet appel à un blocage du pays pour arracher le retrait exprime de toute évidence le point de vue de millions.

Mais à quoi se heurte cette aspiration, si ce n'est au refus de Thibault et Chérèque de se prononcer pour le retrait et d'appeler à la grève interprofessionnelle dans ce but ? Pourquoi cet appel de 450 syndicalistes ne formule-t-il sous aucune forme l'exigence d'un appel d'en haut dans ce sens ?

Et dans ces conditions, à quoi peut aboutir un tel appel, si ce n'est à rendre par avance responsables les travailleurs qui n'auraient pas voulu se mettre en « grève générale, reconductible, pour bloquer le pays » ? ■